Procès-verbaux de la société populaire de Crépy-en-Valois (Oise). Septembre 1793 - avril 1795, édités et présentés par Jacques Bernet

Laurent Brassart

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/10976>

DOI : 10.4000/ahrf.10976

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2008

Pagination : 247-248

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Laurent Brassart, « *Procès-verbaux de la société populaire de Crépy-en-Valois (Oise). Septembre 1793 - avril 1795, édités et présentés par Jacques Bernet* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 354 | octobre-décembre 2008, mis en ligne le 14 décembre 2009, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10976> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.10976>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Procès-verbaux de la société populaire de Crépy-en-Valois (Oise). Septembre 1793 - avril 1795, édités et présentés par Jacques Bernet

Laurent Brassart

RÉFÉRENCE

Procès-verbaux de la société populaire de Crépy-en-Valois (Oise). Septembre 1793 - avril 1795, édités et présentés par Jacques Bernet, Paris, Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 2007, 387 p., ISBN 978-2-7355-0634-7, 50 €

- 1 C'est à une connaissance approfondie des rouages de la politique révolutionnaire de cette France des plaines de grande culture, France de l'ordre et du conformisme politique, selon la caractérisation établie par Michel Vovelle dans son essai d'une géopolitique de la France en Révolution, que nous convie l'édition des procès-verbaux de la société populaire de Crépy-en-Valois, un bourg du département de l'Oise, situé à 60 kilomètres au nord de Paris. Spécialiste de l'histoire de la Révolution française en Picardie et en Champagne, Jacques Bernet a su mettre en valeur cette source exceptionnelle par la richesse érudite d'une introduction, d'un appareil critique conséquent (issu notamment de la confrontation de son document avec les papiers de la municipalité et du district) et d'un corpus d'annexes de près de soixante pages. Il est vrai que la qualité de la source invitait à une pareille entreprise éditoriale : tous les procès-verbaux de cette société de sa fondation en septembre 1793 à sa dissolution en fructidor an III, tous les papiers de ses comités, tous les rapports de ses membres ont survécu aux destructions du temps, ce qui est plutôt rare dans les départements picards peu épargnés par les dégâts des guerres ou des réactions politiques.

- 2 Mais le principal intérêt à l'édition de cette source tient au fait que la société populaire de Crépy-en-Valois soit pleinement représentative du modèle de la sociabilité jacobine septentrionale, tel que l'ont établi Jean Boutier et Philippe Boutry, en s'appuyant notamment sur les travaux de Danièle Pingué et Jacques Bernet. Conformément à ce modèle, l'implantation d'une société dans ce bourg chef-lieu de district est tardive (septembre 1793) et résulte de l'impulsion de deux représentants du peuple en mission. Comme la plupart de ses consœurs picardes et champenoises, cette société politique, bien que très fréquentée (un peu plus de 200 membres pour une ville de 2 000 habitants environ) n'en reste pas moins socialement circonscrite à un noyau de « patriotes locaux issus de la classe moyenne », pour la plupart artisans, boutiquiers, professions libérales et administratives. Manque à l'appel toute une population ouvrière et encore plus agricole. Alors pourquoi persister, comme le fait l'auteur, à tenir cette société pour « authentiquement populaire tant par son large recrutement social que par le public des tribunes » ? D'autant que, conformément au modèle de la sociabilité jacobine septentrionale, ce club n'exerce aucun rôle de contre-pouvoir politique et social aux municipalités et aux districts puisque ses animateurs siègent aussi comme élus au sein de ces pouvoirs depuis la monarchie constitutionnelle. Quant à son président le plus influent, il n'était autre que le maire de la ville ! Rien d'étonnant dès lors à ce que cette société populaire se place sous l'autorité du district et travaille en pleine symbiose avec la municipalité. Emblématique de ce positionnement, politique est, d'une part, la répugnance de cette société à se constituer en réseau avec ses consœurs du département, d'autre part à accepter de jouer le rôle d'une société-mère à l'échelle du district. Avec de telles dispositions, on ne sera pas surpris de constater le conformisme politique de cette structure révolutionnaire. Pas de clivages de parti en son sein, uniquement des approbations à la politique du pouvoir central, qu'il s'agisse de l'élimination des factions en germinal ou du coup de Thermidor !
- 3 Pour autant, l'absence de radicalité ne fait pas de la société politique de Crépy-en-Valois un pouvoir fantoche : souvent elle agit comme un relais local du pouvoir central lorsqu'elle s'engage dans des initiatives d'éducation politique et civique à destination de la population ou lorsqu'elle veille à l'application des lois ; elle se comporte aussi comme un laboratoire d'idées à destination de la municipalité qui tenait plus ou moins compte de ses propositions. Enfin, elle a toujours constitué pour les administrations municipales et de district un réservoir de commissaires dévoués notamment pour procéder aux réquisitions. Car tout en s'efforçant de ne pas recourir aux pratiques terroristes, cette société a érigé l'effort de guerre et les questions frumentaires et agraires au premier rang de ses préoccupations. En concourant à la réussite des approvisionnements des armées, de Paris et des marchés locaux, non sans esprit critique (elle se montre par exemple très sceptique sur « les bienfaits » du maximum), en maintenant l'ordre civique, elle a su épargner à sa ville la surenchère terroriste qu'aurait provoqué le stationnement de l'Armée révolutionnaire parisienne, très active dans les districts voisins du département de l'Aisne.
- 4 À travers l'édition des procès-verbaux de cette société populaire oisienne, Jacques Bernet propose de mieux appréhender les idées et les pratiques, les succès et le déclin dès le printemps de l'an II, de cette sociabilité jacobine septentrionale si différente du modèle méridional. Si l'analyse des pluralités régionales de la politique à l'âge de la Révolution en sort renforcée, cette édition scelle aussi un sort – s'il en était encore besoin – aux derniers tenants des thèses d'Hippolyte Taine sur le terrorisme de la

« jacobinière » et d'Augustin Cochin sur l'efficacité redoutable de « la machine jacobine ».